



# Corruption de la FIFA : le sommet de l'iceberg

Lundi 8 juin 2015

***On doit reconnaître à la justice américaine un sacré sens de la mise en scène. Les quatorze arrestations à la veille du congrès de la FIFA ont donné du piment à des révélations pour le moins éventées : le foot-business est un panier de crabes corrompus. La démission du parrain Sepp Blatter, quelques jours après sa réélection triomphale, a permis au feuilleton de continuer.***

### **Petits arrangements entre amis**

Les révélations de Chuck Blazer, une « taupe » du FBI, ont alimenté l'enquête. Ce millionnaire de 70 ans, ancien patron de la branche Amériques de la FIFA, a acheté un appartement luxueux de la *Trump Tower* sur la cinquième avenue de Manhattan, juste pour loger ses chats. Rattrapé par le fisc américain, car il avait « oublié » de payer ses impôts, il a évité les ennuis en balançant ses petits copains.

Ce sont des individus comme Blazer qui dirigent la FIFA. Cette « association à but non lucratif », dont l'objectif est d'« améliorer le football et le diffuser dans le monde », verse deux millions d'euros par an aux Îles Caïmans, un paradis fiscal d'à peine 45 000 habitants, qui a bien besoin de ça pour entretenir ses quelques terrains de foot. Un exemple parmi beaucoup d'autres, puisque le budget de la FIFA est de cinq milliards par an.

La procédure de désignation des pays organisateurs des coupes du monde est dans le viseur de la justice américaine. L'Afrique du Sud aurait versé 10 millions de dollars de pots de vin au délégué de la petite fédération de Trinidad-et-Tobago pour obtenir l'édition 2010. Même type de soupçons pour la France, l'Allemagne, la Russie ou le Qatar.

### **Aux innocents les mains pleines**

Que des valises de billets changent de main lors de ces désignations opaques, c'est la loi du genre. Les sommes versées pour graisser la patte de petits patrons d'obscures fédérations de football ne sont pourtant que de la menue monnaie comparées aux affaires bien légales des grands capitalistes. L'organisation de la coupe du monde en Afrique du Sud a rapporté deux milliards de dollars à la FIFA, et des sommes gigantesques aux multinationales du BTP et aux sponsors comme Coca-Cola, Nike ou

Adidas. Mais elle a coûté plus de quatre milliards à l'État Sud-africain, sans aucun bénéfice pour les travailleurs, chômeurs et jeunes des ghettos noirs de ce pays.

Ce n'est pas le pillage des caisses d'un État pauvre pour enrichir les multinationales qui a ému Loretta Lynch, la Garde des Sceaux américaine qui coordonne l'enquête contre la FIFA. La chef de cette opération « mains propres » a longtemps été l'avocate de Wall Street avant d'être nommée procureur chargée de poursuivre en justice les banques responsables de la crise financière de 2008. Elle a été particulièrement clémentine envers ses anciens clients, qui s'en sont sortis avec de faibles amendes. Si les cadres corrompus de la FIFA étaient des banquiers de Wall Street, ils n'auraient même pas été inquiétés.

### **L'envers du décor**

La pratique du foot mobilise des centaines de milliers de bénévoles dans le monde entier qui apprennent ce sport collectif à des millions d'enfants. Mais comme le dit Romario, ancien attaquant de pointe de la sélection brésilienne : « Notre football est sucé par des dirigeants qui restent dans leurs tribunes de luxe en trinquant aux millions qui rentrent sur leur compte bancaire ».

Depuis 2010, plus de 1 200 ouvriers indiens ou népalais sont morts sur les chantiers de construction des stades du Qatar. C'est de leur exploitation, comme de celle de tous les salariés, que viennent les profits des multinationales qui raflent les contrats des grands événements sportifs organisés par des institutions comme la FIFA. Que ces profits soient partagés entre les actionnaires et leurs serviteurs par les circuits légaux de la finance ou ceux, occultes, de la corruption, leur origine est la même : l'exploitation capitaliste. Voilà le scandale auquel il est temps de mettre fin.

# Bulletin NPA Poste 78

## **Vive la grève à la Deutsche Post !**

De grosses mobilisations ont lieu chez nos collègues allemands, qui s'opposent à la volonté de leur direction de rattacher une partie des postiers à la convention collective de la logistique. Cela aurait comme conséquence une baisse de salaire de 20 % ! Ils demandent également une réduction du temps de travail, actuellement de 38,5 heures hebdomadaires.

Une grève illimitée a commencé ce lundi. Lors de précédents jours de grève, la Deutsche Post avait obligé les salariés d'une de ses filiales polonaises, DHL Paket, à distribuer le courrier des grévistes.

En France, en Allemagne, comme en Pologne, les patrons ont les mêmes méthodes de voyous : notre réponse est la solidarité des travailleurs !

## **Un code postal qui ne tient pas la route**

Selon *Le Monde*, La Poste va répondre favorablement à la demande du gouvernement de faire passer l'épreuve du code de la route dès janvier 2016. Cela lui rapporterait 14 millions d'euros.

Les candidats qui passeront les épreuves dans les locaux de La Poste ne seront sans doute pas surveillés par des drones. Alors à quand les embauches ?

## **L'âge de glace**

Le gouvernement a confirmé le gel du point d'indice des fonctionnaires pour une année de plus. Pas d'augmentation, comme c'est le cas depuis 2010.

Le Smic, lui, n'a augmenté que d'un montant dérisoire de 0,8 % en janvier 2015. Pourtant, les dividendes versés aux actionnaires par les grandes entreprises françaises ont grimpé de 30 % pour l'année 2014, à 56 milliards d'euros.

300 euros par mois d'augmentation de salaire pour tous ne serait qu'un rattrapage au regard de ce que l'on nous a volé.

## **Salades grecques**

Le bras de fer continue entre les institutions de l'Union européenne et le gouvernement grec : les créanciers réclament une hausse de la TVA à 11 % sur les produits de base comme l'alimentation et jusqu'à 23% pour l'énergie. Ils exigent aussi de nouvelles coupes dans les retraites, notamment en supprimant les primes accordées aux retraités les plus pauvres. Un plan d'austérité encore plus drastique que ceux imposés aux gouvernements précédents. Cependant,

cette fois le premier ministre Tsipras leur a tenu tête et n'a pas cédé. Un joli pied de nez à la face des décideurs de l'Union européenne.

Mais s'il tient à rembourser la dette, il faudra prendre l'argent là où il se trouve, dans les poches des armateurs grecs milliardaires ou de la richissime église orthodoxe. Cela, Tsipras le repousse pour l'instant aux calendes grecques.

## **Le choix des travailleurs turcs : la grève**

En Turquie, la semi-défaite de l'AKP d'Erdogan, qui n'a pas obtenu la majorité absolue, et l'entrée au parlement du HDP, parti « pro-kurde » ont fait la une des journaux TV. Mais l'actualité turque, depuis un mois, c'est un mouvement de grève qui n'a pas cessé pendant la campagne électorale.

Les travailleurs exigent des augmentations de salaire et la liberté de s'organiser comme ils le souhaitent. Après les grèves dans les usines automobiles Renault, Ford, Fiat, la grève s'est propagée dans d'autres entreprises, notamment celles du secteur de l'énergie, dans tout le pays : Istanbul Ankara ou Izmir... Des grèves contre les salaires de misère. En agissant eux-mêmes, les travailleurs de Turquie ont fait mieux que de bien voter !

## **Qui sème la misère récolte la colère**

Une voiture de jeunes poursuivie par la police s'écrase contre un arbre. Et le lundi 1er juin au soir, le quartier La Bourgogne de Tourcoing, où vivaient le conducteur grièvement blessé et son passager tué dans l'accident, s'embrase pendant une semaine toutes les nuits. Ce qui a déclenché l'incendie est moins le tragique accident que la misère de toute une cité où les commerces ferment les uns après les autres, où les rats prolifèrent et où la police se comporte en ennemie de la plupart des habitants.

## **Interdisons les licenciements**

Le 2 juin les salariés d'Areva étaient grève contre le plan de suppression de 3 000 à 4 000 emplois en France. Le groupe Areva prétextait une perte de 4,8 milliards d'euros en 2014 pour justifier ce plan. Mais cela survient après plusieurs années de profits.

Face aux patrons licenciés, d'Areva comme d'EDF (l'éventuel repreneur des réacteurs), et de l'État français, actionnaire à plus de 80 %, il faut prendre sur les profits accumulés pendant des années pour maintenir les emplois.

*TU L'AS LU, ÇA T'A PLU ? FAIS-LE CIRCULER...*